

Les mauvaises conditions de logement nuisent au développement et au parcours scolaire des enfants



La facture collective
de la crise du logement
au Québec

Messages clés

Les résultats présentés dans cette fiche sont issus d'un vaste projet de recherche initié par la santé publique visant à quantifier les coûts économiques et sociaux qui découlent du manque de logements adéquats au Québec.

Les mauvaises conditions d'habitation* sont associées à plusieurs effets négatifs sur le développement des enfants, notamment un manque de sommeil, de moins bons résultats scolaires, des troubles du développement ainsi qu'un stress accru chez les parents, pouvant nuire à leur capacité de répondre aux besoins de leur enfant.

➔ **De saines conditions de logement constituent un levier essentiel du développement des enfants, de leur réussite éducative et de leur bien-être.**



Les **mauvaises conditions d'habitation** nuisent au parcours scolaire des enfants pouvant **contribuer à la non-diplomation** au secondaire.



Le **manque d'argent** pour couvrir certaines dépenses essentielles, comme le loyer, augmente de **81 % le risque de non-diplomation** à l'âge de 21 ans.



Les mauvaises conditions d'habitation contribuent au **décrochage scolaire**. En 2024, le coût global du décrochage scolaire est évalué à une **perte de 20,3 milliard \$** pour la société québécoise (ce coût n'est pas attribuable uniquement aux conditions d'habitation).

* Les mauvaises conditions d'habitation désignent des situations où les ménages vivent dans un logement inabordable, de taille insuffisante, de mauvaise qualité ou encore font face à de l'instabilité résidentielle.

Source : Geoffroy Boucher et Sandy Torres. (2026). Les effets du manque de logements adéquats sur la violence domestique et le développement des enfants. La facture collective de la crise du logement au Québec. Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

Rédaction : Directions de santé publique de : Montréal, la Montérégie, Laval, Bas-Saint-Laurent, la Capitale-Nationale et l'Estrie ainsi que l'Institut national de santé publique du Québec. Avec la contribution de l'Observatoire québécois des inégalités, du Ministère de la santé et des services sociaux et de Centraide du grand Montréal.

Québec 